

**Lycée Germaine Tillion**

**MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX**

**Remplacement des menuiseries extérieures aux bâtiments J et L avec pose de fenêtres aluminium et de volets roulants**

**Marché passé selon une procédure adaptée en application de l’article L2123-1 du Code de la Commande Publique.**

**ACTE D’ENGAGEMENT du LYCEE GERMAINE TILLION**

**ENTREPRISE :…………………………………………………**

Le présent acte d’engagement comporte 10 pages numérotées de 1 à 10

**ARTICLE 1 : IDENTIFIANTS**

**Désignation, adresse, téléphone de l’établissement :**

Lycée Germaine Tillion

1 B rue Pierre Donzelot

CS 66327

25206 Montbéliard

 03 81 99 84 84

**Objet du marché**

Le marché a pour objet l’achat et la pose de fenêtres aluminium et volets roulants au lycée Germaine Tillion.

**Désignation du Pouvoir Adjudicateur**

Le Proviseur, M. Frédéric CARLIER

**Désignation, adresse, téléphone de la personne responsable du suivi du dossier**

Monsieur TRIMAILLE Ludovic

Lycée Germaine Tillion

1 B rue Pierre Donzelot

CS 66327

25206 Montbéliard

 03 81 99 84 84

 E-mail : ludovic.trimaille@ac-besancon.fr

**Désignation, adresse, téléphone du Comptable assignataire**

Monsieur TRIMAILLE Ludovic

Lycée Germaine Tillion

1 B rue Pierre Donzelot

BP 327

25206 Montbéliard

 03 81 99 84 84

 E-mail :ludovic.trimaille@ac-besancon.fr

**ARTICLE 2 : ENGAGEMENT DU CANDIDAT**

Je soussigné (nom, prénom) :\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

agissant au nom et pour le compte de:\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

(intitulé complet et forme juridique de la société)

domicilié :\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

n° de téléphone : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

E-mail : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

ayant son siège social à :(adresse complète et n° de téléphone)

Immatriculation à l’INSEE : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

- n° d’identité d’entreprise (SIREN 9 chiffres) : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

- code d’activité économique principale (APE) : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

- numéro d’inscription au registre du commerce: \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Coordonnées bancaires pour mandatement, sur présentation de factures, des sommes dues au titre du présent contrat.

Bénéficiaire :

Etablissement tenant le compte du bénéficiaire :

Code établissement :

Code guichet

Numéro du compte :

Clé R.I.B. :

**JOINDRE UN RIB**

- **déclare :**

**\* avoir pris connaissance** de l’ensemble des dispositions figurant au Cahier des charges,

**\* accepter l’intégralité de ces dispositions sans modifications ni réserves**.

- **m’engage à fournir les documents suivants** :

Déclaration du candidat (applications des articles R 2142-1 à R 2143-16 du CCP)

* La déclaration du candidat sera conforme aux modèles Cerfa **DC1, DC2** ou équivalents, pour chacune des entreprises concurrentes ayant vocation à être titulaires du marché.
* Les candidats rempliront intégralement, pour les clauses les concernant, toutes les rubriques des modèles intitulés « Lettre de candidature » et « Déclaration du candidat ».
* La déclaration du candidat détermine les conditions de participation (critères de sélection des candidatures) suivants :

Statut juridique et capacité professionnelle :

* Identification juridique du candidat
* Les déclarations et attestations sur l’honneur du candidat permettant de :

a) justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 notamment qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi de travailleurs handicapés définies aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 **du code du travail** ;

b) ne pas avoir fait l’objet, depuis moins de cinq ans d’une condamnation définitive pour l’infraction prévue par l'article 1741 du code général des impôts ;

c) ne pas avoir fait l’objet, depuis moins de cinq ans, d’une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L.324-9, L.324-10, L.341-6, L.125-1 et L.125-3 du code du travail ;

d) ne pas être en état de liquidation judiciaire au sens de l'article L. 640-1 du code de commerce ;

e) ne pas être déclaré en état de faillite personnelle, au sens de l'article L. 653-1 à L. 653-8 du code de commerce, ou d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;

f) ne pas être admis au redressement judiciaire, au sens de l'article L. 631-1 du code de commerce, ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, sans justifier d’une habilitation à poursuivre son activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché ;

g) avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, souscrit les déclarations incombant en matière fiscale et sociale ou acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date à l'article L. 2141-2 du **code de la commande publique** ou s’être acquitté spontanément de ces impôts et cotisations avant la date du lancement de la présente consultation ou d’avoir constitué spontanément avant cette date des garanties jugées suffisante par le comptable ou l’organisme chargé du recouvrement ;

h) être en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L.2141 du **code de la commande publique** et L. 2242-1 du **code du travail** concernant l’emploi des travailleurs handicapés.

Pour les candidats employant des salariés :

Attestation du candidat que le travail sera réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L.143-3 et L.620-3 du code du travail ou règles d’effet équivalent pour les candidats non établis en France.

Capacité économique et financière :

* Chiffre d’affaires global des 3 derniers exercices clos,
* Part du CA concernant les travaux auxquels se réfère le marché pour les 3 derniers exercices,
* Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels,
* Bilans ou extraits de bilans, concernant les trois dernières années, des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi

Capacité technique :

* Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
* Présentation d'une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin ;
* Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du marché ;
* Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature ;
* Certificats de qualifications professionnelles. La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat ;
* Certificats établis par des services chargés du contrôle de la qualité et habilités à attester la conformité des fournitures par des références à certaines spécifications techniques. Il sera accepté toutefois d'autres preuves de mesures équivalentes de garantie de la qualité produites par les candidats, si ceux-ci n'ont pas accès à ces certificats.

Avant de procéder à l’examen des candidatures, si le pouvoir adjudicateur constate que des pièces dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, il peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou de compléter ces pièces dans un délai identique pour tous les candidats et qui ne saurait être supérieurs à dix jours.

L’absence de références relatives à l’exécution de même nature ne peut justifier l’élimination d’un candidat et ne dispense pas l’acheteur d’examiner les capacités professionnelles, techniques et financières des candidats.

En outre, le candidat peut produire des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature. Dans cette situation, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés dans le présent article et pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution du marché, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Le candidat s’engage à établir les déclarations et fournir, dès notification du marché, les certificats prévus aux articles L 2142-1 et L 2141-2 du code de la commande publique.

\* à prendre toutes les dispositions pour respecter le délai d’exécution indiqué ci-dessous.

\* à exécuter les prestations prévues, dans le respect du cahier des charges et sur la base des éléments fournis dans l’annexe du présent acte d’engagement et ce, sur toute la durée du contrat.

####  Durée d’exécution du marché public

La durée d’exécution du marché public est de 5 mois, plus 1 mois de préparation non compris dans ce délai, soit 6 mois au total pour effectuer les travaux.

*(Cocher la case correspondante.)*

 [ ]  la date de notification du marché public ;

 [x]  la date de notification de l’ordre de service ;

 [ ]  la date de début d’exécution prévue par le marché public lorsqu’elle est postérieure à la date de notification

* m’engage, sur la base de mon offre (PJ) et pour mon propre compte ;

*[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du soumissionnaire, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l’établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET.]*

* engage la société …………………… sur la base de mon offre (PJ) ;

*[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du soumissionnaire, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l’établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET.]*

* l’ensemble des membres du groupement s’engagent, sur la base de l’offre du groupement ;

*[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale de chaque membre du groupement, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l’établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET.]*

 à livrer les fournitures demandées ou à exécuter les prestations demandées :

[ ]  aux prix indiqués ci-dessous ;

A le

**Le candidat, Nom :**

**Signature** (précédée de la mention “ Lu et approuvé ”) et **cachet de la**

**Société**

**ARTICLE 3 : ACCEPTATION DE L’OFFRE**

Est acceptée la présente offre pour valoir acte d’engagement.

A Montbéliard, le

Le Pouvoir Adjudicateur

Le Proviseur

Frédéric CARLIER